

Offre d'emploi

Chargé-e de mission juridique “Régulation des multinationales” H/F - CDD

Les Amis de la Terre est un réseau de 2 millions de personnes, dans plus de 75 pays, qui partagent une vision : construire un monde plus juste et plus soutenable.

Les Amis de la Terre militent pour une transition vers des [sociétés soutenables](#) au Nord comme au Sud. Engagés en faveur de la justice sociale et environnementale, nous nous mobilisons et promovons la participation des citoyens aux prises de décisions publiques et menons des actions alliant expertise, plaidoyer et mobilisation, aux niveaux local, national et international.

Dans ce cadre, les Amis de la Terre agissent contre l'impunité des multinationales qui violent les droits humains et détruisent l'environnement, et demandent la mise en place d'un encadrement légal strict et véritablement contraignant de leurs activités, tant au niveau national, européen, qu'international. C'est ainsi que les Amis de la Terre ont été au cœur de la bataille pour l'adoption en France de la loi sur le devoir de vigilance des multinationales, et continuent aujourd'hui ce combat en soutenant les négociations à l'ONU sur l'élaboration d'un traité contraignant les multinationales à respecter les droits humains et l'environnement.

Historiquement, cette campagne des Amis de la Terre France s'est centrée sur le secteur extractif (pétrole, gaz, mines), mais les Amis de la Terre ont également une expertise spécifique et des campagnes reconnues ciblant d'autres secteurs (banques, électronique, agrocarburants...).

Missions

Au sein de l'équipe du Secrétariat fédéral, sous la responsabilité du Conseil Fédéral et en lien avec la chargée de campagne sur la Régulation des multinationales, la personne recrutée effectuera les principales missions suivantes :

- Rechercher, compiler et analyser des preuves sur des cas concrets d'atteintes aux droits humains et à l'environnement par des multinationales ciblées par les campagnes des Amis de la Terre ;
- Contribuer à l'élaboration de la stratégie juridique et au montage d'actions contentieuses innovantes ;
- Appuyer, d'un point de vue juridique, les actions de plaidoyer des Amis de la Terre (traité ONU sur les multinationales et les droits humains, projet de loi sur l'économie circulaire) ;
- Participer à des réseaux associatifs nationaux et européens, représenter les Amis de la Terre lors de réunions et articuler des actions avec ces partenaires (campagne européenne “Des droits pour les peuples, des règles pour les multinationales”) ;
- Participer à la vie de l'association (actions transversales, réunions d'équipe, Assemblées Fédérale et stratégique, réunions du Conseil fédéral, etc...).

Profil attendu

- Vous avez une formation de juriste, de préférence en droit privé (civil et pénal), et idéalement de l'expérience en contentieux ;
- Vous partagez les valeurs portées par les Amis de la Terre ;
- Vous êtes une personne motivée, organisée, constructive et dynamique, sachant travailler en équipe et en réseau, au niveau national et international ;
- Vous avez des capacités de communication orale et écrite ;
- Vous avez le sens de l'initiative et une grande autonomie de travail ;
- Vous êtes à l'aise dans un environnement multi-thématique et multi-tâches ;
- Les expériences associatives et militantes (professionnelle ou bénévole) seront vivement appréciées.

Langue

Anglais courant indispensable (lu/écrit/parlé)

Conditions d'emploi

- CDD d'un an temps plein à pourvoir le plus tôt possible.
- Poste basé à Montreuil (93) au Secrétariat fédéral des Amis de la Terre avec d'éventuels déplacements en France et à l'étranger.
- Rémunération selon la grille salariale des Amis de la Terre - Convention collective de l'animation – (à partir de 29 400 € brut annuel - 2450 € brut mensuel, selon l'expérience).
- Prise en charge : carte transport 50%, mutuelle 50%.
- Travail occasionnel le week-end.

Merci d'adresser votre candidature (CV et lettre de motivation) **avant le 22 février 2019 inclus par courriel uniquement** : recrutement@amisdelaterre.org en indiquant dans l'intitulé du message "Candidature chargé/e de mission juridique".

Les entretiens sont prévus la semaine du 25 février 2019.

Nous ne pourrions malheureusement pas faire une réponse individualisée à chacun/e d'entre vous.

Les candidat-e-s pré-sélectionné-e-s pour des entretiens seront contacté-e-s par nos soins.

Nous nous gardons le droit d'entériner le processus avant la date indiquée.